

LES REVENDICATIONS DES ÉBOUEURS EN GRÈVE, DU PUBLIC COMME DU PRIVÉ, SONT LÉGITIMES

Souvent ignorés, méprisés voire stigmatisés à travers les images de poubelles s'entassant dans les rues, les éboueurs en grève occupent le devant de la scène dans la Métropole de Lyon depuis trois semaines.

Les agents publics de la Métropole qui assurent la collecte des déchets ménagers dans la plupart des communes hors Lyon et Villeurbanne ont décidé le 5 avril de reprendre le travail après 17 jours de grève, suite à l'accord négocié avec leur employeur par les représentants de leur Collectif et du syndicat FO.

Les salariés de Pizzorno environnement (entreprise délégataire du service public de collecte sur certains arrondissements de Lyon et à Villeurbanne) poursuivent eux la grève entamée avec leur syndicat Solidaires le 2 avril.

Les conditions de travail et de rémunérations sont au cœur des revendications :

- refus de la suppression du 2^e ripeur (éboueur à l'arrière du camion), exigence d'embauches et de 150 € nets d'augmentation du traitement pour les agents de la Métropole ;
- augmentation de 300 € nets (pour rapprocher les salaires du public) et amélioration des conditions de travail (nettoyage des camions-bennes, équipements de protection...) pour ceux de Pizzorno.

Ces revendications légitimes se heurtent à la politique d'austérité et de privatisation menée, au profit notamment des groupes privés délégataires (Pizzorno, Suez, Nicollin...), par la Métropole de Lyon sous la présidence de David Kimelfeld aujourd'hui et de Gérard Collomb hier.

Ce dernier, expliquant que « *le privé et la régie [publique] doivent se challenger mutuellement* », avait fait voter en 2012 par le Grand Lyon la privatisation de la collecte des déchets à Lyon et Villeurbanne, après 17 jours de grève des agents pour s'y opposer.

Son vice-président à la propreté de l'époque, Thierry Philip, se félicitait que le prix à la tonne de déchets collectés soit de 105,5 euros pour le privé, ce qui « *reste inférieur au coût de la tonne en régie [publique] qui est de 134,5 euros* ». La course à la baisse des coûts ainsi engagée a conduit à des « économies » sur le dos de l'ensemble des salariés et à davantage de profits pour les groupes privés.

C'est cette situation que n'acceptent plus les éboueurs. À la Métropole, malgré l'absence d'unité de leurs syndicats sur leurs revendications, les agents sont entrés en mouvement le 19 mars et ont cherché à le contrôler par eux-mêmes. Leur grève – qui a finalement arraché le maintien des 2 ripeurs, une prime rétroactive de 69 €... – a été un encouragement pour leurs confrères du privé.

Le comité du Rhône du POID salue la détermination des agents de la Métropole de Lyon qui n'ont pas cédé devant les pressions s'exerçant de toutes parts et qui ont ainsi imposé à la Métropole une partie de leurs revendications. Il apporte son soutien aux salariés de Pizzorno toujours en grève.

Ces grèves posent devant l'ensemble de la population la question des décisions politiques à l'origine de la situation actuelle. Pour le POID, la réponse à apporter est claire : **arrêt de la privatisation des services publics, de la remise en cause des statuts et de la politique d'austérité, retour en régie publique de 100% de la collecte des déchets ménagers, sous le contrôle direct des communes !**

Ces exigences conformes aux intérêts des personnels comme de la population sont formulées par le "Manifeste pour une liste ouvrière d'unité aux élections municipales à Lyon en 2020". C'est pourquoi le POID le soutient et est prêt à s'engager dans de telles initiatives avec les travailleurs, jeunes et militants d'autres communes voulant défendre ces positions.